

## **Entre villes colonialistes et villes autochtones, vers un changement de paradigme en études urbaines ?**

Stéphane Guimont Marceau, Naomie Léonard et Raphaëlle Ainsley-Vincent,  
INRS UCS

Alors que plus de la moitié de la population autochtone dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Canada habite dans des centres urbains (Statistique Canada 2016), la littérature portant sur les réalités autochtones a longtemps omis la ville comme lieu d'étude. Ce chapitre explique ce paradoxe. En rendant compte de la vivacité et de la complexité des urbanités autochtones, il souligne l'importance d'en prendre compte non seulement dans les études autochtones, mais, peut-être encore davantage, dans les études urbaines. Il participe ainsi à replacer le cadre du colonialisme de peuplement dans les études urbaines. Les *villes colonialistes* illustrent de multiples façons les processus d'exclusion et de dépossession à l'œuvre à différentes échelles dans nos espaces urbains. Le terme « colonialiste » que nous avons choisi d'utiliser pour qualifier les villes issues du colonialisme de peuplement, comme les villes canadiennes, souligne le fait que ces processus continuent activement à se reproduire.

Ce cadre permet de mettre au jour le fait que l'aménagement des villes invisibilise volontairement les existences et cultures autochtones historiques et contemporaines dans les pays issus de colonies de peuplement. Bien que cette spatialisation soit inscrite dans le cadre légal de certains pays, dont le Canada, les milieux universitaires ont également participé à la construction de représentations de l'autochtonie comme étant consubstantiel à la ruralité et au passé, donc antinomiques à l'urbanité. Les villes canadiennes et québécoises sont pourtant construites sur des territoires autochtones et très souvent sur des lieux historiques de vie et de rassemblement formant, pourrait-on argumenter, des espaces urbains. Les sociétés autochtones sont depuis toujours organisées politiquement, selon des modes de gouvernement et une diplomatie propre, et économiquement, dans des réseaux développés de communication et d'échanges, ce qui représente aussi des caractéristiques urbaines. Les urbanités autochtones précèdent la colonisation et continuent à produire des espaces spécifiques, autant dans les métropoles que dans les communautés autochtones isolées. Ces constats permettent de prendre en considération en études urbaines non seulement les milieux urbains affichant une forte et croissante présence autochtone, mais aussi les urbanités vécues dans les communautés autochtones. L'urbanité est en effet un mode de vie autant qu'une organisation spatiale.

En tant que chercheuses québécoises non autochtones ancrées dans le territoire de Montréal/Tiohtià :ke/Mooniyang, nous nous positionnons à la croisée des études urbaines et des études autochtones, en adoptant des approches de recherche décoloniales et intersectionnelles, autant que des cadres théoriques critiques liés à l'étude du colonialisme de peuplement et de la division raciale de l'espace. Ce bref chapitre dresse un aperçu de cette confluence qui, nous en sommes convaincues, se révélera des plus prometteuses pour la recherche dans les prochaines décennies. Puisque nous parlons depuis ce territoire, c'est celui qui nous servira de référent dans

ce chapitre; ce choix exclut bien entendu plusieurs contextes et initiatives pertinentes. Le but du chapitre est davantage de poser un regard sur la situation actuelle de la recherche, et non sur la situation des Peuples autochtones en milieu urbain.

Le Réseau des Centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) fédère 11 centres dans autant de villes d'un territoire peuplé par 11 Nations depuis des temps immémoriaux (voir Figure 1). Ces villes sont construites sur d'anciens lieux de rassemblement et certaines, dont les deux principales agglomérations métropolitaines, Québec et Montréal, s'étalent au-delà d'une communauté autochtone (réserve). D'autres villes, comme Joliette, Val-d'Or ou La Tuque, représentent des pôles de services pour les populations des communautés voisines, bien que parfois assez éloignées, abritant ainsi une population affichant une mobilité importante. Dans certains cas, les frontières entre une communauté et la ville sont difficiles à circonscrire comme à Sept-Îles. Les tensions provoquées par la cohabitation sont à l'origine d'une des crises les plus importantes de l'histoire des relations entre les peuples autochtones et l'État au Canada, la crise d'Oka (1990); Oka étant une municipalité de la banlieue de Montréal qui jouxte une communauté kanien'keha, Kanehsatà:ke, toujours en lutte pour la reconnaissance de son territoire ancestrale.

Ce chapitre s'ouvre donc par une présentation des impacts actuels du colonialisme de peuplement. Suivra un survol des recherches en études autochtones liées aux milieux urbains. Nous présenterons par la suite l'état des lieux de la recherche en études urbaines concernant les Peuples autochtones, à partir du Québec et du Canada. Nous terminerons par une discussion concernant les concepts de ville colonialiste et de ville autochtone, qui posent des enjeux liés à la tension entre reconnaissance culturelle et redistribution des ressources et des pouvoirs, un enjeu de taille dans un contexte de dépossession territoriale majeure.

### **Villes et colonialisme de peuplement**

Il importe de replacer le colonialisme de peuplement au centre de notre réflexion. Les études du colonialisme de peuplement (*Settler Colonial Studies*) appellent en effet depuis quelques décennies à l'utilisation de ce cadre particulier pour comprendre les processus de production et de reproduction des villes au Canada et au Québec, entre autres (Harris 2004). Le principal élément que souligne ce cadre d'analyse est que les processus coloniaux ne sont pas achevés (Wolfe 1999), mais continuent à créer des divisions spatiales soutenant des processus d'inclusion et d'exclusion, et que les Peuples autochtones demeurent les premiers exclus visés par ces processus.

Au Canada, le confinement des personnes et communautés associées au statut indien est inscrit à même l'*Acte constitutionnel de 1867*, puis dans l'*Acte des Sauvages de 1876*, dans lesquels l'identité liée à ce statut est conjuguée de manière intrinsèque avec l'espace de la réserve. La perte de cette identité, au sens légal du terme, était alors concomitante avec le fait de passer un certain temps en dehors de la réserve, de voyager à l'étranger ou d'obtenir un diplôme universitaire. Ce faisant, les villes deviennent rapidement synonymes aux yeux du régime colonial d'acculturation ou d'assimilation - dans tous les cas, de perte d'authenticité (Peters et Andersen 2013), alors que les réserves fonctionnent dorénavant comme une hétérotopie du pouvoir colonial (Comat 2012). La construction de cette division spatiale fait pourtant fi du fait que les villes sont souvent érigées

sur des territoires autochtones, parfois sacrés ou de grande importance pour les rassemblements. Elle fait fi pareillement du fait qu'un grand nombre de personnes autochtones résident dans les villes colonialistes depuis leurs fondations et ont contribué à leur développement et leur prospérité économique (Kermoal et Lévesque 2011). L'oubli actif des géographies autochtones fait partie des multiples dispositifs d'imposition de l'ordre colonial (Tomiak 2017).

L'étude de la présence autochtone dans les villes a donc longtemps été en porte-à-faux avec le projet colonial lui-même. Dans les colonies de peuplement, les processus de dépossession des populations autochtones au profit des colons<sup>1</sup> européens s'appuient sur le déplacement des premières et sur leur exclusion des espaces urbains. Cette exclusion est soutenue non seulement par le cadre bâti lui-même, mais aussi par les discours et représentations qui posent les Peuples autochtones comme n'appartenant pas à la sphère du progrès et de la civilisation, qui définit par ailleurs les espaces urbains (Porter et Yiftachel 2019). L'imaginaire colonial raciste a construit l'urbain comme étant un lieu non-autochtone, un lieu spatialement et temporellement déconnecté des histoires et des géographies autochtones, et ce malgré que ces villes s'érigent en territoires autochtones souvent non cédés. Bien qu'au Canada les politiques aient peut-être eu moins d'ampleur que la politique étasunienne de relocalisation dans les villes (Blomley 2004), des pratiques comme l'exigence de laissez-passer pour quitter certaines communautés dans les Prairies (Tomiak 2017) ou le déplacement forcé de communautés situées « trop près » des villes et donc susceptibles de « nuire » à leur développement (Coulthard 2014), ce qui incluait parfois la scission de familles et de communautés comme ce fut le cas à Sept-Îles en 1954 (Leroux 2014), laissent peu de doute quant au confinement spatial et à l'exclusion des villes auquel les peuples autochtones ont été et sont soumis. Ainsi, l'espace colonial naturalise une distribution inégale du pouvoir qui participe activement à la racialisation de l'espace (Lipsitz 2007), une notion qui renvoie au fait que les espaces sont organisés de manière à préserver des relations sociales inégales.

Les théories sur le colonialisme de peuplement posent que les villes se trouvent en fait au cœur de ce projet politique et que pour cette raison les processus d'urbanisation et de production d'espaces urbains devraient se trouver à la fois au cœur des études autochtones et des études urbaines (Dorries *et al.* 2019). Les auteurs et autrices qui souscrivent à ces théories avancent qu'on ne peut saisir toute la complexité des phénomènes urbains dans les colonies de peuplement, sans poser en amont la question de cette forme de colonialisme spécifique. Julie Tomiak et ses collègues (2019 : 10-11, notre traduction) définissent *l'urbanisme colonial de peuplement* comme une « formation sociospatiale ancrée dans une relation inéquitable entre les colons d'origine européenne et les peuples autochtones et qui consolide un système particulier de production et de reproduction social qui bénéficie aux colons blancs ». Ce concept permet de saisir les connexions entre les processus de dépossession et d'urbanisation, et « d'affirmer la spécificité et la centralité de la production de l'espace urbain dans les projets de colonialisme de peuplement » (idem : 9). La difficulté de nommer en français les phénomènes *d'urbanisme colonial de peuplement* propres aux *villes coloniales de peuplement* - sans parler de la traduction du terme *settler* lui-même- souligne le

---

<sup>1</sup> Nous avons consciemment décidé de ne pas féminiser ce terme polysémique, non seulement parce qu'en français sa forme féminine est encore plus péjorative que sa forme masculine, mais surtout pour marquer le caractère patriarcal des processus qui soutiennent cette identité. Ce qui ne dédouane pas les femmes d'avoir participé, et de participer encore, à la (re)production du colonialisme.

caractère récent de la prise en considération de notre colonialité et le chemin qui reste encore à faire pour la confronter.

Alors que la colonisation de peuplement renvoie à une pratique impériale basée sur la doctrine du *terra nullius* qui légitimise la dépossession territoriale des Peuples autochtones, la marchandisation et l'exploitation du territoire et de ce qu'il contient ainsi que la dévalorisation et la destruction des souverainetés, savoirs et pratiques autochtones (Dorries *et al.* 2019), les villes s'y érigent en tant qu'outil et logique du processus civilisationnel colonial. Ainsi, les villes servent à asseoir le régime colonial et, dans ces villes où les populations colonisatrices sont là pour rester, cela a un impact particulier sur les relations de pouvoir et leurs liens intrinsèques à l'urbanisation (Cowen 2019). Il faut donc appréhender les villes en tant que site d'expression et d'actualisation du pouvoir colonial, ce qui rend nécessaire un effacement continu et renouvelé des existences et pratiques autochtones. Cet effacement prend différentes formes et s'effectue à travers divers mécanismes dans l'histoire. Cela passe à la fois par la négation de leurs présences historiques ainsi que leurs participations actives à la construction et au développement économique des villes (Comat et Lévesque 2017; James 2013; Kermoal et Lévesque 2011), mais aussi par l'effacement des présences autochtones actuelles dans les villes (Porter, Hurst, et Grandinetti 2020; Todd 2018; Tomiak 2011).

Une caractéristique particulière des villes dans les colonies de peuplement est le développement d'une politique économique orientée vers l'intérieur et marquée par la volonté de fonder un nouvel ordre politique enraciné dans l'appropriation territoriale (Hugill 2017). Bien qu'il faille placer le territoire au cœur des logiques de dépossession, il faut également le replacer au sein d'autres logiques globales, dont le capitalisme et le patriarcat. Parmi les discours qui légitiment un tel accaparement, le capitalisme racial (Robinson 2000) offre un cadre d'analyse pertinent afin de saisir la manière dont l'imposition d'un nouvel ordre économique colonial est marquée par des processus de racialisation centraux à la construction de l'espace urbain (Dorries, Hugill et Tomiak 2019). Ainsi, un outil particulièrement utile afin d'asseoir les structures coloniales et capitalistes européennes a été et demeure la propriété privée. Ce que certains auteurs et autrices qualifient de régime de propriété racialisée (Dorries *et al.* 2019, Blatman-Thomas et Porter 2019, Bhandar 2018, Moreton-Robinson 2015) renvoie aux manières dont les relations de propriété forment des mécanismes de domination raciale dans la production de l'espace urbain. Au sein d'un régime de propriété racialisé, les droits de propriété participent de la (re)production des sujets raciaux (Bhandar 2018).

En plus de la dimension raciale, il faut par ailleurs dénoter les dynamiques et mécanismes genrés présents au sein des processus de colonisation. Au Canada, ces mécanismes légaux – particulièrement l'article 6 de la *Loi sur les Indiens* reconnu comme discriminatoire envers les femmes (FAQ - QNW et Amnistie Internationale 2016, FAQ - QNW 2015) – auront par exemple une incidence directe sur la migration d'un grand nombre de femmes dans les villes du pays (Lévesque 2016). En outre, si la violence coloniale n'a épargné aucun genre, les femmes font face à des violences sexistes particulières ; la disponibilité des corps des femmes autochtones (Razack 2016), la montée du néolibéralisme (Altamirano Jimenez 2013), les barrières structurelles pour faire entendre leurs voix face à l'État et au sein de leurs communautés (Rousseau et Morales Hudon 2017), et l'impunité (Kuokkanen 2008), les soumettent à la violence sous toutes ses formes (Guimont Marceau *et al.* 2020; ENFADA 2019, FAQ - QNW 2018).

### *Entre invisibilisation et hypervisibilité*

L'exclusion et la marginalisation spatiale propre à l'érection des États-nations issus du colonialisme de peuplement (Razack 2002), sont en outre reproduites au sein des villes par la stigmatisation de problématiques et d'espaces perçus comme *autochtones*. La marginalisation qui garde les Autochtones à l'extérieur des espaces urbains se reproduit à l'intérieur même des villes (Porter et Yiftachel 2019). Certaines villes canadiennes, dont Winnipeg et Vancouver, sont aux prises avec un phénomène de ghettoïsation qui s'inscrit comme une frontière physique et symbolique posées entre certains espaces. L'association presque automatique des populations autochtones urbaines à des problématiques liées à l'itinérance, à la pauvreté et aux dépendances illustre ce confinement d'une population diversifiée à un seul cas de figure, tout en renvoyant aux personnes autochtones le fardeau de ces problématiques sans reconnaître leur ancrage profond dans les violences coloniales et les traumatismes intergénérationnels découlant de celles-ci (Patrick 2015). Le profond ancrage social de représentations stigmatisantes, alimenté par les médias, le système d'éducation, voire la recherche scientifique, prouve leur importance dans la construction sociale de l'identité pour les Autochtones comme pour les non-Autochtones (Saïas et al. 2020; Pelletier et Guimont Marceau 2019). Les professionnel·le·s, entrepreneur·e·s, artistes et étudiant·e·s autochtones – ainsi que des personnes nées en ville et y vivant depuis plusieurs générations – se trouvent ainsi doublement invisibilisées au moment même où une classe moyenne autochtone prospère dans les centres urbains (Lévesque et Cloutier 2013). Sans vouloir invisibiliser l'écart important qui persiste entre Autochtones et non-Autochtones quant à leurs conditions socioéconomiques, il demeure crucial d'éviter l'homogénéisation de réalités autochtones diversifiées.

Le fait que l'urbanité soit construite à l'antithèse de l'autochtonie a donc des conséquences très concrètes pour les personnes autochtones, affectant aussi la prestation de services et l'identité culturelle (Lawrence 2004, Wilson et Peters 2005, Peters et Andersen 2013). Comme Bronwyn Fredericks (2013 : 1, notre traduction) le mentionne pourtant, « Nous ne laissons pas notre identité dans une station-service, un arrêt de bus, un débarcadère ou un aéroport en franchissant les limites de la ville. Lorsque nous vivons dans une ville ou un village, nous ne devenons ni moins ni plus autochtones. Certains d'entre nous appartiennent même aux territoires où d'immenses paysages urbains et villes ont été construits ». Cette logique d'exclusion et de négation persiste aujourd'hui à travers ce que Glen Coulthard (Coulthard 2014 : 176, notre traduction) qualifie de *urbs nullius* – « espace urbain dépourvu de présence autochtone souveraine », un modèle d'autorité de la production spatiale ancré dans l'ordre colonial qui influence l'idée d'un renouveau urbain et implique le déplacement puis l'effacement de personnes marginalisées et racialisées (voir aussi Nejad et al. 2019). Reconnaître le palimpseste urbain (Green 2004) en rendant visibles à la fois les apports historiques des Autochtones à la construction des villes dans les colonies de peuplement et leurs présences actuelles met à jour une dissonance coloniale (Kermoal et Lévesque 2011), l'échec ou l'incomplétude de la colonisation de peuplement.

Les dynamiques de déplacement et d'effacement demeurent toutefois encore bien actuelles dans les espaces publics des villes du Québec et du Canada où le développement urbain sous-tendu par les politiques urbaines néolibérales et l'embourgeoisement effréné entraînent une nouvelle dépossession, une nouvelle déterritorialisation et un nouvel effacement des populations autochtones socioéconomiquement marginalisées ou en situation d'itinérance. La particularité des

parcours autochtones d'itinérance et leurs caractéristiques ont ainsi été largement documentées au Canada (Peters et Christensen 2016; Patrick 2015; Christensen 2013; Belanger, Awosoga, et Head 2013; Peters et Robillard 2009) et au Québec (Drouin-Gagné et Lévesque 2019; Lévesque et Comat 2018; Cunningham 2018; Kishigami 2015; Société Makivik 2012). Au point où il s'agit de loin de la principale manière dont on parle des personnes autochtones en milieu urbain. En bref, en plus de devoir dépasser la division coloniale de l'espace qui place les personnes autochtones en dehors des milieux urbains, la recherche en études urbaines doit s'affranchir de l'hypervisibilité et de la forte stigmatisation de certaines populations et problématiques en milieu urbain. Certains auteurs et autrices dénoncent aussi l'impact profond de la recherche centrée sur les problèmes (Tuck et Yang 2012).

Au final, au-delà des enjeux sociopolitiques que posent clairement l'invisibilisation et l'hypervisibilité, celui que posent ces processus pour la recherche est majeur. Il faut déconstruire cette dichotomie coloniale ville/réserve (Peters et Newhouse 2003) et rendre visible le fait que les territoires urbains se construisent comme expressions des identités autochtones contemporaines et que ce processus s'appuie sur le travail formel et informel des réseaux communautaires, économiques et politiques (Montréal Autochtone 2017; Desbiens, Lévesque, et Comat 2016; Peters et Andersen 2013). Les urbanités autochtones contemporaines sont riches et les communautés urbaines jouent un rôle majeur dans les transformations sociopolitiques en cours, en plus d'être le siège d'une nouvelle citoyenneté (Lévesque et Cloutier 2013; Walker 2006).

### **Études autochtones et espaces urbains**

La division coloniale de l'espace a donc empêché longtemps les analyses approfondies non seulement des présences autochtones urbaines, mais des processus d'exclusion eux-mêmes. Les études autochtones se développent rapidement et transcendent la plupart des disciplines des sciences sociales, humaines et de la santé, mais peinent encore à faire entendre l'importance de ces analyses. Plusieurs avancent toutefois qu'il faut saisir le territoire urbain à la fois comme nœud de dépossession et d'effacement et comme lieu à réinvestir pour la résurgence autochtone et la décolonisation (Coulthard 2014; Tomiak 2011). C'est par l'étude des villes que l'on observe peut-être le mieux les processus de production et de reproduction du colonialisme de peuplement, ainsi que les actions politiques qui y résistent. Les villes représentent en effet le lieu tout désigné pour défier les structures du colonialisme de peuplement, non seulement sa division spatiale, mais aussi l'exclusion politique, sociale et économique qui les soutiennent (Peters et Andersen 2013).

Alors qu'au Canada et ailleurs, les chercheur·se·s se sont intéressé·e·s aux réalités autochtones en milieu urbain depuis plusieurs décennies (Quintal Marineau et Pauktuutit Inuit Women of Canada 2020, Peter et Andersen 2013, Peters et Newhouse 2003), les recherches se sont faites plus rares au Québec. L'alliance de recherche *Odena : Les Autochtones et la ville* et le *Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones* DIALOG basés à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS UCS), représentent des exceptions notables puisqu'ils produisent, depuis vingt ans, des recherches rigoureuses à ce sujet. Pour ces recherches, l'autochtonie urbaine n'est pas conçue comme un anachronisme, ou un renoncement culturel, mais au contraire comme

une « victoire identitaire et sociale », inscrite « au cœur même de la modernité » (Lévesque et Cloutier 2013, 294).

### ***Paradigmes méthodologiques***

Quoi qu'il en soit, les processus de dépossession et d'effacement subis par les populations autochtones demandent à être considérés dans l'étude de la ville et non pas uniquement pour l'étude des enjeux dits « autochtones ». L'analyse de ces derniers exige en outre de les recadrer à l'intérieur de processus plus larges qui représentent les racines mêmes de ces enjeux. Jumeler ces approches aux théories du colonialisme de peuplement permet donc de lier les phénomènes observés à des processus et mécanismes à différentes échelles, tout en mettant de l'avant les initiatives de résistance et de résurgence qui prennent place dans les villes. Julie Tomiak et ses collègues (2019) mettent toutefois en garde contre l'utilisation du seul cadre théorique du colonialisme de peuplement, qui doit être jumelé à d'autres servant à analyser les multiples formes d'exclusion qui sont imposées aux populations racialisées ou socioéconomiquement exclues dans les espaces urbains.

L'utilisation des approches autochtones couplées aux études urbaines pourrait néanmoins prémunir contre certains *a priori*. Reconnaître l'ampleur de la dépossession des territoires, des connaissances et des organisations sociales, politiques et économiques autochtones exige des chercheurs·ses un effort d'autoréflexivité qui pousse à *autochtoniser* les cadres théoriques, méthodologiques et épistémologiques utilisés en études urbaines. Il pourrait s'agir ni plus ni moins que d'un changement de paradigme que les approches autochtones appellent déjà dans toutes les disciplines (Wilson 2008). C'est en effet à un renouvellement complet que les auteurs et autrices en études autochtones s'affairent depuis quelques années (Simpson 2017; Kovach 2009; Wilson 2008; Smith 1999). Les épistémologies et méthodologies autochtones de recherche bouleversent les façons de faire de la recherche et demandent des cadres éthiques posant les populations et leurs besoins au centre de processus participatifs de coconstruction de connaissances (Lévesque 2012). Depuis la révélation du rôle joué par la science dans les processus de colonisation, il ne saurait être question de continuer à utiliser des méthodes qui renforcent les relations inégalitaires (Smith 1999). La recherche participative, encadrée par des cadres éthiques spécifiques (Asselin et Basile 2018), est essentielle à une compréhension approfondie de phénomènes complexes, tout en permettant un aspect performatif en défiant ces mêmes relations inégalitaires et en travaillant au changement social. La coconstruction de connaissances *avec* les populations concernées, voire *par* et *pour* les populations concernées, devait être la porte d'entrée de l'étude des phénomènes et processus vécus par ces populations. La coconstruction et la mobilisation des connaissances représentent de surcroît un cadre méthodologique et épistémologique pouvant transformer la recherche, et ce, au-delà des études autochtones.

### **Études urbaines et Peuples autochtones**

Ainsi, depuis la fin des années 1990, les études autochtones ont étudié les communautés urbaines déconstruisant, dans la recherche en études autochtones à tout le moins, l'opposition entre ville et

Peuples autochtones. Ce faux paradoxe reste toutefois à déconstruire dans l'espace public et sans doute en études urbaines et autres disciplines. Si la reconnaissance de la diversité comme étant fondatrice de la ville (Wirth 2004) est une trame narrative en études urbaines, il faut attendre le tournant postcolonial afin de reconnaître que les différentes écoles de pensées naissent de manière très localisée tout en s'imposant comme nouvel universel (Dear 2003). Même les études urbaines critiques qui se développent depuis les années 1970 ont négligé les dynamiques coloniales dans les villes des pays issus du colonialisme de peuplement (Porter et Yiftachel 2019). Comme si les perspectives et les mobilisations autochtones n'étaient pas pertinentes dans l'analyse des formes contemporaines d'urbanisation, sans parler d'étudier les villes colonialistes elles-mêmes. Cet aveuglement commence à s'estomper avec l'arrivée des perspectives postcoloniales, mettant en relief l'altérisation présente même en études urbaines critiques. Les conditions socioculturelles de la production des savoirs sont centrales dans la construction des études urbaines et des lacunes persistent dans la prise en considération des dynamiques complexes d'interactions entre différents systèmes d'oppression et de marginalisation (Loughran 2015).

Le tournant postcolonial et le développement des perspectives féministes en études urbaines identifient bien l'insuffisance des outils et cadres théoriques occidentaux afin de saisir la complexité et l'hétérogénéité des configurations urbaines. Que ce soit à travers les choix de cas de figure qui omettent les villes du Sud global (Jaglin, Didier, et Dubresson 2018) ou encore l'ignorance de certaines dimensions constitutives de l'expérience de la ville, comme le genre (Rose 2020, Parker 2016, Peake et Trotz 2002), les procédés d'analyse supposent de créer des catégories universelles souvent marquées par une perspective développementaliste (Gough 2012). Grâce à l'urbanisme subalterne (Roy 2011), à l'étude de l'informalité (Jacquot et Morelle 2018) ou des espaces gris (Yiftachel 2009), il est désormais question de mettre de l'avant les rapports de pouvoir et de faire valoir d'autres échelles d'analyse comme le corps et les espaces domestiques. Le courant postcolonial omet toutefois de s'intéresser à la situation particulière des villes issues du colonialisme de peuplement, dans lesquelles les processus de colonisation, d'effacement et de dépossession sont toujours actifs (Porter et Yiftachel 2019).

Ces approches de l'étude des phénomènes urbains récusent les dichotomies et les discours hégémoniques qui les construisent, ainsi que les technologies du pouvoir qui maintiennent certaines identités en marge. Pour Ananya Roy (2011) qui s'intéresse à la manière dont l'étude des villes peut être enrichie par un engagement renouvelé dans les théories postcoloniales, en tant que méthodologie critique et constructive, il y a confusion entre généralisation et universalisation dans l'étude de l'urbanisation. À l'inverse de l'idée de planétarisation homogénéisante (Brenner et Schmid 2014), l'urbain peut se comprendre en analysant les quotidiennetés et les résistances dans les actions et pratiques quotidiennes, ainsi que la place du corps dans l'espace urbain. Il devient primordial d'exposer les effets des processus globaux et des (infra)structures dans la marginalisation de certaines catégories de la population pour, par la suite, s'intéresser et mettre en lumière les perspectives et initiatives de résistance et de négociation des membres de ces groupes face à la marginalisation socioéconomique, politique et culturelle.

Pour les études urbaines, l'intérêt grandissant pour les expériences Autres, comme celles des Autochtones, nécessite corollairement un autre changement de paradigme essentiel à notre



discipline. Il ne s'agit pas uniquement d'élargir l'accent et les thématiques des études urbaines pour embrasser les réalités autochtones urbaines et les expériences reléguées aux marges. C'est notre définition même de l'urbanité qui est à repenser. En nous intéressant à des expériences Autres de la ville, en travaillant avec des personnes, des communautés ou des organisations autochtones et en centrant notre attention sur leurs priorités, leurs aspirations, leurs expériences et leurs perspectives, nous nous dé-centrons de nos perspectives et nous élargissons notre vision sur l'urbain. Ce travail nous amène à questionner et à modifier la façon même dont on interroge les dynamiques urbaines.

### ***Définition de l'urbain***

Les études urbaines doivent ainsi adopter une posture réflexive face aux théorisations mêmes de l'urbanité et des phénomènes d'urbanisation et se poser une fois de plus les questions : qu'est-ce que la ville ? Qu'est-ce que l'urbain ? Caroline Desbiens fait par exemple remarquer que la définition de la ville comme d'« un ensemble complexe mais organisé » s'applique aussi aux villages nordiques de l'Inuit Nunangat, qui présentent une telle complexité, malgré qu'ils soient de dimensions beaucoup plus restreintes, et où « les stratégies de développement et de gestion de la croissance doivent tenir compte d'une multitude de facteurs spécifiques à l'environnement nordique, mais aussi à la gérance du quotidien » (Desbiens 2017, 152). Peu explorées, les dynamiques d'urbanisation des communautés Inuit et des Premières Nations dans le Nord québécois et canadien semblent être un cas de figure pertinent afin de s'intéresser aux urbanités autochtones tout en se décentrant des « grandes villes modernes » et, par le fait même, du cadre occidental binaire opposant tradition et modernité. Il faudrait dans ce cas parler davantage d'un effet urbain plutôt que d'un fait urbain, ce qui permet de prendre en compte de la subjectivité des gens qui vivent dans ces espaces, s'y adaptent, mais surtout les transforment (*idem*). Cela permet aussi de mettre l'emphase sur le *sens du lieu* dans l'expérience autochtone de la ville. Des travaux collaboratifs comme Habiter le Nord québécois ([habiterlenordquebecois.org](http://habiterlenordquebecois.org)) soulignent ces enjeux.

Ainsi, il ne suffit pas d'intégrer les corps et les vies autochtones à la ville (comme contenant spatial), mais plutôt de s'intéresser aux « interactions entre les vies autochtones, les structures coloniales et les processus d'urbanisation » (Porter et Yiftachel 2019, 178 notre traduction). À l'instar de la proposition de Jane M. Jacobs (1996), il faut s'intéresser à la fois à l'influence des structures et rapports coloniaux de pouvoir sur les processus globaux et au fait qu'ils se constituent mutuellement en liant les différents espaces. Il faut en outre poursuivre l'étude de ces systèmes au niveau local en s'intéressant à la constitution matérielle et symbolique d'espaces spécifiques à travers les quotidiennetés, les intimités (Stoler 2002), les récits et narrations (Blomley 2004) et les résistances des personnes que ce système vise à invisibiliser. Les ontologies autochtones pourraient par ailleurs ramener davantage à ce qui est communautaire dans l'urbain, au caractère dialogique et relationnel de la cité qui fut son caractère premier.

### ***Résistances et droit à la ville***

C'est ainsi que le *droit à la ville* a été mobilisé par les chercheurs·se·s s'intéressant aux résistances locales aux processus d'exclusion et revisité par celles et ceux étudiant la décolonisation des villes.

Critique de la production capitaliste de l'urbain, Henri Lefebvre, proposait en 1968 le concept du droit à la ville comme un appel à ce que celle-ci soit produite et appropriée collectivement par ses habitant·e·s ; un appel à une restructuration radicale des relations sociales, politiques et économiques (Lefebvre 1968). Il s'agit d'une revendication de droits sociaux, politiques et économiques pour les populations urbaines – d'un droit à l'éducation, au travail, à la santé, aux loisirs et au logement – dans un contexte urbain qui favorise le développement des personnes et des espaces plutôt que leur exploitation (Aalbers et Gibb 2014).

L'aspiration à une justice sociale par l'autogestion et à une transformation radicale des relations qui forment le cœur de cette proposition trouve écho dans les revendications autochtones. Pour Julie Tomiak (2011), la notion du droit à la ville permet de saisir les revendications et les aspirations des Peuples autochtones urbains dans leurs propres termes, mais aussi dans le contexte plus large de la décolonisation. Les collectivités autochtones affirment leur droit à la ville de multiples façons; par leurs résistances aux forces du colonialisme, du capitalisme et de la néolibéralisation et par leur contestation des territorialisations imposées par l'État. Les populations autochtones en milieu urbain sont en effet très actives dans la production d'espaces urbains et de territorialités propres dans ces espaces (Guimont Marceau 2020). Par l'affirmation d'un espace symbolique et la revendication d'un espace physique et politique, basées sur des histoires et des géographies alternatives, elles ouvrent de nouveaux possibles politiques, entre autres à travers la solidarité. Les revendications autochtones réclament en outre une récupération d'espaces de pouvoir et d'autodétermination, ainsi que la renégociation des relations de citoyenneté qui prévalent dans l'espace urbain (Guimont Marceau 2020). À travers la construction communautaire et les luttes pour le territoire et pour la réalisation de leurs projets de vie c'est la ville colonialiste qui est contestée (Howard-Wagner 2020). Si le droit à la ville est souvent conçu comme porteur d'inclusion, il est indissociable d'un *droit à la différence*, parce que c'est cette différence même qui, revendiquée, constitue la base des efforts de décolonisation des relations sociales et des structures spatiales et politiques (Grandinetti 2019).

Dans les centres urbains des États issus du colonialisme de peuplement, ce droit à la ville autochtone est aussi constamment menacé et nié puisque les villes sont encore aujourd'hui des espaces de dépossession, d'invisibilisation, de marginalisation, de violences et de surveillance policière pour les Peuples autochtones. En raison de leur marginalisation historique et contemporaine, les Peuples autochtones font face à des inégalités matérielles et des conditions socioéconomiques défavorables qui font obstacle à leur appropriation des ressources urbaines comme le logement (Prout Quicke et Green 2017, Patrick 2015). Les luttes pour la décolonisation des villes diffèrent selon les contextes urbains et au sein de ceux-ci, mais des aspects importants du contexte structurel dans lequel ces luttes s'inscrivent sont similaires (Tomiak 2017). Les politiques et les processus de la ville néolibérale, notamment la revitalisation et l'embourgeoisement, mais aussi une surveillance policière accrue, travaillent activement au déplacement par dispersement de certaines populations autochtones précarisées. Les résistances à ces processus démontrent l'importance de réfléchir à la question territoriale et à l'appropriation de l'espace dans les luttes pour la décolonisation des villes dans une perspective de lutte constante pour un droit à la ville. De rendre compte d'autres manières d'être à la ville permet en outre d'entamer des processus de justice sociale. Le droit à la ville vise des changements systémiques dans la façon dont nos villes sont

(re)produites. De penser plus largement le droit à la ville en relation avec les souverainetés autochtones permet de penser les villes comme des lieux stratégiques de décolonisation, cela permettrait même de repenser une citoyenneté autochtone urbaine (Walker 2006). Il faut s'intéresser aux aspects physiques, symboliques et politiques des espaces afin de rendre compte à la fois des défis et des résistances de l'autochtonie urbaine face aux multiples dépossession et marginalités que provoquent la ville colonialiste.

### **Villes colonialistes et villes autochtones**

Les dernières décennies ont été prometteuses en termes de reconnaissance des existences et des droits des Peuples autochtones, ce qui s'est également répercuté dans certaines franges du développement urbain. Montréal, comme d'autres villes canadiennes, a mis en place une Stratégie de réconciliation (2020) qui a entre autres mené à des modifications au niveau de ses armoiries et de sa toponymie. Si une meilleure reconnaissance des présences historiques semble se populariser, Sarah James (2013) rappelle toutefois que le fait de penser les Autochtones seulement comme appartenant au passé de la ville, plutôt que son présent et son avenir, sert la trame narrative coloniale selon laquelle les Européens sont les premiers à habiter le paysage urbain, naturalisant leur pouvoir de déterminer l'utilisation des terres urbaines. Les présences autochtones en ville ne peuvent se résumer qu'à un récit culturel mémorisé et esthétisé, mais doit plutôt correspondre à un engagement avec des groupes autochtones comme agents actifs dans les prises de décision concernant l'utilisation des espaces et territoires dans la ville et la planification urbaine (Nejad *et al.* 2019). Ainsi, bien que les symboles soient importants (Fredericks 2013), il faut également reconnaître le rôle des réseaux, organisations et mouvements autochtones dans la ville ; cette infrastructure invisible dont parlait David Newhouse (2003) pour désigner l'important réseau d'organisations palliant au manque de services et de ressources culturellement adaptés pour les personnes autochtones en milieu urbain, un réseau qui demeure largement ignoré par la majorité et délibérément invisibilisé dans les espaces politiques à l'ère néolibérale (Howard-Wagner 2020). Des organismes nationaux comme le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) et le National Association of Friendship Centres (NAFC), ainsi que des organismes locaux dans toutes les villes du Québec et du Canada déploient des efforts acharnés depuis souvent des décennies pour soutenir leur communauté et dénoncer les retards en matière de politiques sociales culturellement adaptées (RCAAQ 2014; 2016; 2018b). Les artistes urbains sont aussi actifs·ves dans la résurgence actuelle des cultures autochtones et dans leur visibilité (Guimont Marceau *et al.* 2017). En 2017, le Centre d'amitié autochtone Montréal Autochtone a organisé une exposition intitulée *Autochtoniser Montréal* appelant à une participation pleine et entière à la production et à la gouverne de l'espace urbain (Montréal Autochtone 2017). À partir de divers exemples empruntés à des villes canadiennes et ailleurs, Montréal Autochtone appelait à transformer l'aménagement urbain et l'architecture du cadre bâti pour rendre la présence autochtone urbaine visible. Mais l'organisme appelait aussi à repenser l'organisation même de la ville, puisque la présence autochtone a été effacée par un urbanisme colonial. La reconnaissance dans la planification urbaine se limite en effet trop souvent à la gestion de l'héritage culturel qui soutient un discours lié aux aspects « traditionnels » et aux moments précontact, présumant que ces traditions ne peuvent pas survivre de façon *authentique* dans le développement urbain moderne

(Porter et Barry 2018). Cette visibilité doit donc s’inscrire dans la toponymie, les espaces publics, le cadre bâti, l’art public et les modèles de gouvernance. Les récentes avancées politiques et sociales au Québec et au Canada en matière de reconnaissance sont certes importantes, mais demeurent limitées. Les politiques de réconciliation sont remises en question par plusieurs (Coulthard 2014, Simpson 2011), notamment en raison des déconnexions profondes qui existent entre les perspectives autochtones sur ce qu’est la réconciliation et celles des administrations des villes, qui, tout en se targuant d’être des leaders de la réconciliation, utilisent une rhétorique élaborée et positive, mais ne posent que peu d’actions et invisibilisent les identités autochtones, attestant de leur difficulté à saisir la complexité et le sens de la réconciliation (Howard-Wagner 2020).

En septembre 2020, la mort tragique d’une femme Atikamekw de Manawan, Joyce Echaquan, venue recevoir des soins non disponibles dans sa communauté dans un hôpital de la ville de Joliette au Québec, et celle, moins de 4 mois plus tard, de Raphaël André, un homme Innu de Matimekush en situation d’itinérance à Montréal, ont ébranlé l’espace médiatique québécois jusque-là sourd aux revendications autochtones concernant les discriminations vécues en milieu urbain. Le Québec a ainsi été crûment confronté à une réalité que les dirigeants, autant que la société civile, se refusaient à voir : celle des personnes autochtones vivant en milieu urbain. Pourtant, un an plus tôt, le 29 septembre 2019, la Commission écoute réconciliation et progrès (CERP) du gouvernement du Québec déposait un rapport accablant qui soulignait à gros traits le racisme et la discrimination que vivent les personnes autochtones, particulièrement en milieu urbain. L’indolence des États à prendre acte est endémique; avant la CERP, la Commission royale sur les peuples autochtones (1996) était déjà arrivée à des constats similaires. Les relations entre Autochtones et non-Autochtones représentent donc un axe essentiel à développer dans le champ des études urbaines (Denis 2020; RCAAQ 2018a; Environics Institute 2010; Davis 2010). C’est d’ailleurs sur ces enjeux que se concentre notre équipe grâce à une recherche collaborative avec Mikana (mikana.ca), un organisme de sensibilisation aux réalités autochtones.

Des initiatives innovantes, menées par des organisations autochtones, voient le jour un peu partout dans les villes. Certains modèles de partage de territoire se multiplient, comme le modèle des réserves urbaines (voir par exemple Tomiak 2017), le projet d’ajustement des limites des collectivités de Yellowknife et de la Première Nation des Dénés Yellowknives (Peacock 2019) ou encore le développement des Heather Lands à Vancouver en partenariat avec les Premières Nations x<sup>w</sup>məθk<sup>w</sup>əyəm (Musqueam), Skwxwú7mesh (Squamish), səlililwətaʔl (Tsleil-Waututh), qui inclura un centre culturel autochtone et des logements sociaux (Chan 2020). De tels projets démontrent l’importance de l’appropriation de l’espace urbain physique et politique dans la décolonisation de nos urbanités.

Les études urbaines ont tout à apprendre des processus de décolonisation des villes en cours, entrepris et réalisés par les organisations et les citoyen·nes autochtones en milieu urbain. Il ne fait aucun doute que, pas plus comme société que comme chercheur·se·s, nous ne pourrions faire l’économie des questions liées aux territoires et à leur restitution, même en milieu urbain. Interroger les formes que pourraient prendre ces restitutions devient donc primordial pour les études urbaines. Une lacune persiste dans la littérature à l’intersection des études urbaines et des études autochtones : un manque d’engagement de la recherche en études urbaines envers les droits et

revendications territoriales autochtones, alors que « [l]a ville représente le lieu central du projet national et de son inscription dans la modernité, le progrès et la mondialisation; projet duquel les peuples autochtones ont été exclus » (Guimont Marceau 2020, 243). Ces travaux pressent les chercheurs à développer une analyse critique du développement urbain en respect de la conception des droits territoriaux autochtones et de leurs revendications, d'un droit à la ville autochtone et décolonisé, faute de quoi la logique spatiale du colonialisme de peuplement est maintenue, reproduisant la division de l'espace qui spatialise seulement certains espaces comme autochtones et d'autres – les villes – comme ne l'étant pas.

Ainsi, ces dynamiques particulières laissent peu de marge aux personnes autochtones : soit on ne les voit pas, soit leur marginalité les rend hypervisibles. Entre l'inclusion excluante et la stigmatisation, leur participation active aux multiples formes de la (re)production de la ville est trop peu reconnue. Cette absence de reconnaissance pourrait résonner comme de l'assimilation (Jaccoud 2002). En outre, la présence autochtone n'est pas qu'individuelle, il est primordial de reconnaître les droits collectifs qui y sont associés. Porter, Hurst et Grandinetti (2020) proposent d'employer le concept de « ville autochtone » afin de penser des relations plus éthiques avec ce qui a toujours été là : la souveraineté autochtone. L'acte de langage que représente la « ville autochtone » vient avec la conviction politique de reconnaître une agentivité épistémique aux Premiers Peuples et la volonté de rendre compte de l'autochtonie urbaine passée, présente et future dans le cadre bâti, la symbolique et la politique des villes. Il faut que les études urbaines se saisissent de cet angle d'analyse critique. Ces autrices mettent aussi en garde contre les politiques liées au capitalisme vert (*greening*) ou autres initiatives de verdissement ou de renouvellement urbain qui ne tiennent pas compte des revendications territoriales des Peuples autochtones, ce qui a pour effet d'approfondir la dépossession. De changer de perspective permet de visibiliser d'autres approches, d'autres expériences de la ville et d'autres rapports au territoire et invite à adopter d'autres types d'urbanisme.

## **Conclusion**

Au-delà des actions symboliques de reconnaissances entreprises par plusieurs conseils municipaux (voir par exemple UMQ 2018), et bien que ces derniers soient souvent mis en place grâce à un dialogue ouvert avec les communautés autochtones, c'est donc à une réelle redistribution des ressources et du territoire qu'il faut s'atteler. Ainsi, alors que l'idée de reconnaissance se traduit de plus en plus en planification urbaine, il faut faire attention à l'écueil qui fait en sorte que les politiques et les actions publiques de reconnaissance valorisent uniquement l'apprentissage mutuel et les échanges, en oblitérant l'asymétrie de pouvoir, voire en s'appropriant les perspectives autochtones sans reconnaître leurs racines (Porter, Hurst et Grandinetti 2020, Todd 2016). Penser la reconnaissance sans mettre en action des actes de redistribution a pour conséquence que les processus de reconnaissance reconduisent des formes de violence et de dépossession (Porter et Barry 2015). La planification urbaine devrait faire de la place à un urbanisme autochtone qui permettrait aux Autochtones de développer un sentiment d'appartenance matériel et discursif à la ville, bref, de reprendre leur place (Guimont Marceau 2020).

Plusieurs auteurs et autrices rappellent l'importance d'aborder la question territoriale, même dans les centres urbains. La reconnaissance culturelle et la réorganisation des espaces publics, par exemple par la création de refuges, des changements dans la toponymie, une architecture culturellement représentative, sont essentielles, mais le prochain pas est moins confortable. Tant que la question du territoire demeure irrésolue, voire évitée, il ne peut être question de décolonisation ou de réconciliation. Réfléchir le vivre-ensemble en ville semble alors passer obligatoirement par une analyse des réalités et perspectives autochtones à partir des droits politiques et culturels, mais aussi territoriaux.

Qu'il s'agisse de participation citoyenne (Montréal Autochtone 2017), de sécurisation culturelle (Lévesque 2016), de droit à la ville (James 2013; Tomiak 2011; Guimont Marceau 2020), de justice spatiale (McGaw, Pieris, et Potter 2011) ou d'urbanisme autochtone (Nejad et al. 2019, Porter et Barry 2018), il faut saisir la ville en tant qu'espace complexe vécu de manière dynamique par les Autochtones (Peters et Andersen 2013). Les Peuples autochtones ne peuvent être considérés comme une population sur laquelle on peut appliquer des cadres méthodologiques et conceptuels habituels, leur présence exige de repenser en profondeur les cadres et les approches utilisés. Il s'agit d'une question éthique et d'une condition pour saisir toute la complexité des expériences et des enjeux vécus en milieu urbain. Si la résurgence autochtone passe par les milieux urbains (Dorries *et al.* 2019, Coulthard 2014), les études urbaines doivent déployer plus d'efforts pour adopter de nouvelles approches et faire de la place à d'autres rapports aux lieux, espaces et territoires de la ville. La recherche en études urbaines doit donc multiplier les analyses concernant à la fois les problématiques vécues par les populations autochtones en milieu urbain, mais surtout les multiples formes de résistance et de résurgence qu'elles pratiquent et produisent au quotidien dans les villes.

## RÉFÉRENCES

Aalbers, Manuel B. et Kenneth Gibb. 2014. « Housing and the right to the city: introduction to the special issue. » *International Journal of Housing Policy* 14 (3): 207-213.

Altamirano Jiménez, I. 2013. *Indigenous Encounters with Neoliberalism: Place, Women and the Environment in Canada and Mexico*. Vancouver: UBC Press.

Asselin, Hugo, et Suzy Basile. 2018. « Concrete Ways to Decolonize Research ». *An international journal for critical geographies* 17 (3): 643-50.

Belanger, Yale D., Olu Awosoga, et Gabrielle Weasel Head. 2013. « Homelessness, Urban Aboriginal People, and the Need for a National Enumeration ». *Aboriginal Policy Studies* 2 (2). <https://doi.org/10.5663/aps.v2i2.19006>.

Bhandar, Brenna. 2018. *Colonial Lives of Property: Law, Land, and Racial Regimes of Ownership*. Global and Insurgent Legalities. Durham: Duke University Press.

Blatman-Thomas, Naama, et Libby Porter. 2019. « Theorizing the Urban from Settler Colonial Cities: Placing Property ». *International Journal of Urban and Regional Research* 43 (1): 30-45. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12666>.

Blomley, Nicholas. 2004. *Unsettling the City: Urban Land and the Politics of Property*. New York/London: Routledge.

Boudreau, Julie-Anne. 2007. « Making New Political Spaces: Mobilizing Spatial Imaginaries, Instrumentalizing Spatial Practices, and Strategically Using Spatial Tools ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 39 (11): 2593-2611. <https://doi.org/10.1068/a39228>.

Brenner, Neil, et Christian Schmid. 2014. « Planetary Urbanization ». In *Implosions/Explosions: Towards a Study of Planetary Urbanization*, 2nd edition, 160-63. Berlin: Jovis.

Chan, Kenneth. 2020. « First Nations designs featured in Vancouver Heather Lands project with 2,600 homes » *Daily Hive* 4 novembre 2020 <https://dailyhive.com/vancouver/heather-lands-4949-5255-heather-street-vancouver>.

Christensen, Julia. 2013. « ‘Our Home, Our Way of Life’: Spiritual Homelessness and the Sociocultural Dimensions of Indigenous Homelessness in the Northwest Territories (NWT), Canada ». *Social & Cultural Geography* 14 (7): 804-28. <https://doi.org/10.1080/14649365.2013.822089>.

Comat, Ioana. 2012. « Sortir de l’invisibilité: Comprendre la place de la ville dans les territoires autochtones contemporains sous l’angle juridique ». *Géographie et cultures* 81: 59-76. <https://doi.org/10.4000/gc.164>.

Comat, Ioana, et Carole Lévesque. 2017. « Montréal, territoire autochtone ». In *Vivre ensemble à Montréal: Épreuves et convivialités*, 80-91. Montréal: Formes.

Commission royale sur les Peuples autochtones. 1996. « VOLUME 5: Vingt ans d’action soutenue pour le renouveau. 4 La sensibilisation du public: prise de conscience et bonne entente ». Gouvernement du Canada.

Coulthard, Glen Sean. 2014. *Red Skin White Masks : Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Cowen, Deborah. 2019. « Following the Infrastructures of Empire: Notes on Cities, Settler Colonialism, and Method ». *Urban Geography*, 1-18. <https://doi.org/10.1080/02723638.2019.1677990>.

Cunningham, Julie. 2018. « Étude de cas contextualisée des trajectoires et perspectives de femmes autochtones ayant vécu l’itinérance à Montréal et à Val-d’Or ». Montréal: Université de Montréal.

Davis, Lynne 2010. *Alliances: Re/Envisionning Indigenous-non-Indigenous Relationships* Toronto: University of Toronto Press

Dear, Michael. 2003. « The Los Angeles School of Urbanism: An Intellectual History ». *Urban Geography* 24 (6): 493-509. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.24.6.493>.

Denis, Jeffrey S. 2020. *Canada at a Crossroads: Boundaries, Bridges, and Laissez-Faire Racism in Indigenous-Settler Relations*. University of Toronto Press. <https://utorontopress.com/ca/canada-at-a-crossroads-4>.

Desbiens, Caroline. 2017. « Un nouveau sens du lieu ? « L'effet urbain » dans les communautés du Nunavik ». *Recherches amérindiennes au Québec* 47 (1): 151-54. <https://doi.org/10.7202/1042906ar>.

Desbiens, Caroline, Carole Lévesque, et Ioana Comat. 2016. « “Inventing New Places”: Urban Aboriginal Visibility and the Co-Construction of Citizenship in Val-d’Or (Québec): Inventing New Places ». *City & Society* 28 (1): 74-98. <https://doi.org/10.1111/ciso.12074>.

Dorries, Heather, Robert Henry, David Hugill, Tyler McCreary et Julie Tomiak, éd. 2019. *Settler City Limits: Indigenous Resurgence and Colonial Violence in the Urban Prairie West*. Winnipeg: University of Minnesota Press.

Dorries, Heather, David Hugill et Julie Tomiak. 2019. « Racial Capitalism and the Production of Settler Colonial Cities ». *Geoforum*. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2019.07.016>.

Drouin-Gagné, Marie-Eve et Carole Lévesque. 2019. « La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec ». CERP.

Environics Institute. 2010. « *Urban Aboriginal Peoples study - Main Report* ». Toronto.

FAQ - QNW. 2015. *Naniawig Mamawe Ninawind. Debout et solidaires. Femmes autochtones disparues ou assassinées au Québec*. Kahnawake: FAQ.

———. 2018. « KA UTSHINIKANAT UTINNIUNNUAU Celles dont on a pris la vie - Mémoire de Femmes Autochtones du Québec, Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ». Femmes autochtones du Québec inc. - Quebec Native Women inc.

FAQ - QNW, et Amnistie Internationale. 2016. « Pourquoi une enquête publique judiciaire indépendante au Québec portant sur les relations entre les femmes autochtones et les institutions policières ? »

Fredericks, Bronwyn. 2013. « ‘We Don’t Leave Our Identities at the City Limits’: Aboriginal and Torres Strait Islander People Living in Urban Localities ». *Australian Aboriginal Studies*, n° 1: 4-16.

Kuokkanen, Rauna. 2008. “Globalization as Racialized, Sexualized Violence: The Case of Indigenous Women.” *International Feminist Journal of Politics* 10 (2): 216–233. doi:10.1080/14616740801957554.

Gough, Katherine V. 2012. « Reflections on Conducting Urban Comparison ». *Urban Geography* 33 (6): 866-78. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.33.6.866>.



Grandinetti, Tina. 2019. « Urban Aloha ‘aina: Kaka‘ako and a Decolonized Right to the City ». *Settler Colonial Studies* 9 (2): 227-46. <https://doi.org/10.1080/2201473X.2017.1409400>.

Green, Joyce. 2004. « Autodétermination, citoyenneté et fédéralisme : pour une relecture autochtone du palimpseste canadien ». *Politique et Sociétés* 23 (1): 9-32.

Guimont Marceau, Stéphane. 2020. « Territoires urbains et citoyenneté. Une ambassade autochtone pour Montréal/Tiohtià:ke ». In *Peuples autochtones et politique au Québec et au Canada: Identités, citoyennetés et autodétermination*, 239-68. Montréal: PUQ.

Guimont Marceau, Stéphane, Dolores Figueroa Romero, Vivian Jiménez Estrada, et Roberta Rice. 2020. « Approaching Violence against Indigenous Women in the Americas from Relational, Intersectional and Multiscalar Perspectives ». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue Canadienne Des Études Latino-Américaines et Caraïbes* 45 (1): 5-25. <https://doi.org/10.1080/08263663.2020.1690769>.

Guimont Marceau, Stéphane, Janice Cindy Gaudet, Véronique Audet, Marie-Josée Parent, Mélanie Lumsden, et Jonathan Abitbol. 2017. « Urban Indigenous Cultural Productions in Quebec: Vital Connections to Cultural Reconstruction ». *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples* 13 (2): 89-97. <https://doi.org/10.1177/1177180117701026>.

Harris, Cole. 2004. « How Did Colonialism Dispossess? Comments from an Edge of Empire ». *Annals of the Association of American Geographers* 94 (1): 165-82. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.2004.09401009.x>.

Howard-Wagner, Deirdre. 2020. *Indigenous Invisibility in the City: Successful Resurgence and Community Development Hidden in Plain Sight*. New York/London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429506512>.

Hugill, David. 2017. « What Is a Settler-Colonial City? » *Geography Compass* 11 (5): e12315. <https://doi.org/10.1111/gec3.12315>.

Jaccoud, Mylène. 2002. « L'exclusion sociale et les Autochtones ». *Lien social et Politiques*, n° 34 (octobre): 93-100. <https://doi.org/10.7202/005130ar>.

Jacobs, Jane M. 1996. *Edge of Empire: Postcolonialism and the City*. London & New York: Routledge.

Jacquot, Sébastien, et Marie Morelle. 2018. « Comment penser l'informalité dans les villes « du Nord », à partir des théories urbaines « du Sud »? » *Métropoles*, n° 22 (avril). <https://doi.org/10.4000/metropoles.5601>.

Jaglin, Sylvie, Sophie Didier, et Alain Dubresson. 2018. « Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ? » *Métropoles*, n° Hors-série 2018. <https://doi.org/10.4000/metropoles.6065>.

James, Sarah W. 2013. « Rights to the Diverse City: Challenges to Indigenous Participation in Urban Planning and Heritage Preservation in Sydney, Australia ». *Space and Culture* 16 (3): 274-87. <https://doi.org/10.1177/1206331213487052>.

Kermaal, Nathalie et Carole Lévesque. 2011. « Repenser le rapport à la ville: Pour une histoire autochtone de l'urbanité ». *Nouvelles pratiques sociales* 23 (1): 67-82. <https://doi.org/10.7202/1003168ar>.

Kishigami, Nobuhiro. 2015. « Low-Income and Homeless Inuit in Montreal, Canada: Report of a 2012 Research ». <https://doi.org/10.15021/00003804>.

Kovach, Margaret. 2009. *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations and Contexts*. Toronto: University of Toronto Press.

Lawrence, Bonita. 2004. *Real Indians and Others: Mixed-Blood Urban Native Peoples and Indigenous Nationhood* Vancouver: UBC Press.

Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.

Leroux, Shanie. 2014. « Le point de vue des Innus de Sept-Îles, Uashat et Maliotenam sur les relations entre Autochtones et Allochtones en milieu urbain : vers une concitoyenneté ». *Nouvelles pratiques sociales* 27 (1): 64-77. <https://doi.org/10.7202/1033619ar>.

Lévesque, Carole. 2016. « La présence autochtone dans les villes du Québec: actions, tendances et enjeux ». Cahiers ODENA. Montréal: DIALOG et Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec.

\_\_\_\_\_. 2012. « La coproduction des connaissances en sciences sociales » In *L'État du Québec 2012*. Montréal : Boréal.

Lévesque, Carole et Édith Cloutier. 2013. « Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec : trajectoires plurielles ». In *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord*, édité par Alain Beaulieu, Martin Papillon, et Stéphan Gervais, 281-96. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. <http://books.openedition.org/pum/5653>.

Lévesque, Carole et Ioana Comat. 2018. « La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec. Partie 1. Une enquête relative à Montréal ». Montréal: Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche DIALOG, Regroupement des centres d'Amitié Autochtone du Québec.

Lipsitz, George. 2007. « The Racialization of Space and the Spatialization of Race: Theorizing the Hidden Architecture of Landscape ». *Landscape Journal* 26 (1): 10-23.

Loughran, Kevin. 2015. « The Philadelphia Negro and the Canon of Classical Urban Theory ». *Du Bois Review: Social Science Research on Race* 12 (2): 249-67. <https://doi.org/10.1017/S1742058X15000132>.

McGaw, Janet, Anoma Pieris et Emily Potter. 2011. « Indigenous Place-Making in the City: Dispossessions, Occupations and Implications for Cultural Architecture ». *Architectural Theory Review* 16 (3): 296-311. <https://doi.org/10.1080/13264826.2011.621544>.

Montréal Autochtone. 2017. « Mino Madji8in - Pour le mieux-être des Autchtones dans les villes - Mémoire de Montréal Autochtone déposé à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise dans le cadre de la prochaine Politique de développement social de la Ville de Montréal ».

Moreton-Robinson, Aileen. 2015. *The White Possessive: Property, Power, and Indigenous Sovereignty*. Indigenous Americas. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Nejad, Sarem, Ryan Walker, Brenda Macdougall, Yale Belanger, et David Newhouse. 2019. « “This Is an Indigenous City; Why Don’t We See It?” Indigenous Urbanism and Spatial Production in Winnipeg ». *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien* 63 (3): 413-24. <https://doi.org/10.1111/cag.12520>.

Newhouse, David. 2003. « L’infrastructure invisible : institutions et organismes autochtones en milieu urbain. » In *Des gens d’ici. Les Autochtones en milieu urbain*, sous la dir. de David Newhouse et Evelyn Peters, 267-278.

Parker, Brenda. 2011. « Material Matters: Gender and the City: Material Matters ». *Geography Compass* 5 (6): 433-47. <https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2011.00424.x>.

———. 2016. « Feminist Forays in the City: Imbalance and Intervention in Urban Research Methods: Feminist Forays in the City ». *Antipode* 48 (5): 1337-58. <https://doi.org/10.1111/anti.12241>.

Patrick, Caryl. 2015. *L’itinérance autochtone au Canada - Revue de la littérature*. The Homeless Hub Press. Toronto: The Homeless Hub.

Peacock, Emelie. 2019. « City of Yellowknife formally backs YK Dene boundary change », *Cabin Radio* 23 juillet 2019, <https://cabinradio.ca/18257/news/yellowknife/city-of-yellowknife-formally-backs-yk-dene-boundary-change/>

Peake, Linda, et D. Alissa Trotz. 2002. *Gender, Ethnicity and Place*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203015049>.

Pelletier, Raphaël, et Stéphane Guimont Marceau. 2019. « Territoire et actions collectives atikamekw nehirowisiwok dans l’espace médiatique québécois: légitimité politique ou persistance d’une vision coloniale? » *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, 1-13. <https://doi.org/10.1111/cag.12543>.

Peters, Evelyn, et Chris Andersen. 2013. *Indigenous in the City: Contemporary Identities and Cultural Innovations*. Vancouver: UBC Press.

Peters, Evelyn, et Julia Christensen. 2016. *Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia, and New Zealand*. University of Manitoba Press. <https://uofmpress.ca/books/detail/indigenous-homelessness>.

Peters, Evelyn J. et Chris Andersen 2005. « Indigeneity and Marginalisation: Planning for and with Urban Aboriginal Communities in Canada ». *Progress in Planning* 63 (4): 327-404. <http://dx.doi.org/10.1016/j.progress.2005.03.008>.

Peters, Evelyn J, et David Newhouse. 2003. *Indigenous in the City. Contemporary Identities and Cultural Innovation*. Vancouver: UBC Press.

Peters, Evelyn J., et Vince Robillard. 2009. « “Everything You Want Is There”: The Place of the Reserve in First Nations’ Homeless Mobility ». *Urban Geography* 30 (6): 652-80. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.30.6.652>.

Porter, Libby et Janice Barry. 2018. *Recognizing Indigenous rights through land-use planning in Canada and Australia*. Routledge.

Porter, Libby, Julia Hurst et Tina Grandinetti. 2020. « The Politics of Greening Unceded Lands in the Settler City ». *Australian Geographer* 51 (2): 221-38. <https://doi.org/10.1080/00049182.2020.1740388>.

Porter, Libby et Oren Yiftachel. 2019. « Urbanizing Settler-Colonial Studies: Introduction to the Special Issue ». *Settler Colonial Studies* 9 (2): 177-86. <https://doi.org/10.1080/2201473X.2017.1409394>.

Prout Quicke, Sarah, et Charmaine Green. 2017. « Precarious Residence: Indigenous Housing and the Right to the City ». *Geoforum* 85: 167-77. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2017.07.023>.

Quintal Marineau, Magalie et Pauktuutit Inuit Women of Canada. 2020. Living in the South, Caring in the North: Exploring Inuit Women's Care Responsibilities *International Indigenous Policy Journal* 11 (4).

Razack, Sherene H. 2002. *Race, Space, and the Law. Unmapping a White Settler Society*. Toronto: Between the Lines.

———. 2016. « Gendering Disposability ». *Canadian Journal of Women and the Law* 28 (2): 285-307. <https://doi.org/10.3138/cjwl.28.2.285>.

RCAAQ. 2014. « Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes. Mémoire du Regroupement des Centres d'amitié autochtone du Québec déposé dans le cadre de la consultation publique sur la lutte contre l'intimidation ». RCAAQ.

———. 2016. « MINO MADJI8IN: En action pour le mieux-être des Autochtones dans les villes ».

———. 2018a. « Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : Écoute, réconciliation et progrès ». Wendake.

———. 2018b. « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics. Portrait de la situation au Québec ». Wendake: Regroupement des Centres d'Amitié Autochtone du Québec.

Robinson, Cedric J. 2000. *Black marxism: the making of the Black radical tradition*. Chapel Hill, N.C: University of North Carolina Press.

Rose, Damaris. 2020. Gender, Sexuality, and the City In: *Canadian Cities in Transition: Understanding Contemporary Urbanism*. Oxford University Press Canada, Toronto, p. 155-174

Rousseau, Stéphanie, et Anahi Morales Hudon. 2017. *Indigenous Women's Movements in Latin America*. New York: Palgrave Macmillan US. <https://doi.org/10.1057/978-1-349-95063-8>.

Roy, Ananya. 2011. « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism: Rethinking Subaltern Urbanism ». *International Journal of Urban and Regional Research* 35 (2): 223-38. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01051.x>.

Saïas, Thomas, Mathilde Perray, Karen Devaud, et Johanna Nouchi. 2020. « Social Representations of Indigenous People within a sample of non-Indigenous Young Adults in Quebec, Canada ». *Global Journal of Community Psychology Practice* 11 (3).

Simpson, Leanne Betasamosake. 2011. *Dancing on our turtle's back : Stories of nishnaabeg recreation, resurgence and a new emergence*. Winnipeg: Arbeiter Ring Publishing.

———. 2017. *As We Have Always Done: Indigenous Freedom Through Radical Resistance*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Smith, Linda Tuhiwai. 1999. *Decolonizing Methodologies - Research and Indigenous People*. London/New York: Zed Books.

Société Makivik. 2012. « Mémoire sur l'itinérance Inuit à Montréal. Présenté au Front d'action populaire en réaménagement urbain dans le cadre de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement ».

Statistique Canada. 2016. « Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du recensement de 2016 ». <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm?indid=14430-1&indgeo=0>. Le Quotidien. 2016.

Stoler, Ann Laura. 2002. *Carnal Knowledge and Imperial Power: Race and the Intimate in Colonial Rule*. Berkeley Los Angeles London: University of California Press.

Todd, Zoe. 2016. « An Indigenous Feminist's Take On The Ontological Turn: 'Ontology' Is Just Another Word For Colonialism ». *Journal of Historical Sociology*, mars. <https://doi.org/10.1111/johs.12124>.

———. 2018. « Refracting the State Through Human-Fish Relations: Fishing, Indigenous Legal Orders and Colonialism in North/Western Canada », 21.

Tomiak, Julie. 2011. « Indigeneity and the City Representations, Resistance, and the Right to the City ». In *Lumpencity: Discourses of Marginality | Marginalizing Discourses*, édité par Alan Bourke, Tia Dafnos, et Markus Kip, 163-91. Ottawa: Red Quill Books.

———. 2017. « Contesting the Settler City: Indigenous Self-Determination, New Urban Reserves, and the Neoliberalization of Colonialism: Contesting the Settler City ». *Antipode* 49 (4): 928-45. <https://doi.org/10.1111/anti.12308>.

Tomiak, Julie. Tyler McCreary, David Hugill, Robert Henry et Heather Dorries. 2019. «Settler City Limits» In Dorries, Heather, Robert Henry, David Hugill, Tyler McCreary et Julie Tomiak, éd. 2019. In *Settler City Limits: Indigenous Resurgence and Colonial Violence in the Urban Prairie West*. Winnipeg: University of Minnesota Press. pp. 1-21.

Tuck, Eve, et K. Wayne Yang. 2012. « Decolonization Is Not a Metaphor | Decolonization: Indigeneity, Education & Society ». *Decolonization: Indigeneity, Education and Society* 1 (1): 1-40.

Union des municipalités du Québec. 2018 *Premier Sommet des Premières Nations et des municipalités sur la réconciliation* Communiqué de presse 30 août 2018.

<https://umq.qc.ca/publication/premier-sommet-des-premieres-nations-et-des-municipalites-sur-la-reconciliation/>

Ville de Montréal. 2020. « Stratégie de réconciliation 2020-2025 ».

Walker, Ryan C. 2006. « Searching for Aboriginal/Indigenous Self-Determination: Urban Citizenship in the Winnipeg Low-Cost-Housing Sector, Canada ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 38 (12): 2345-63. <https://doi.org/10.1068/a38136>.

Wilson, Kathi et Evelyn J Peters. 2005. « “You Can Make a Place for It”: Remapping Urban First Nations Spaces of Identity. » *Environment and Planning D: Society and Space* 23 (3): 395-413. [doi:10.1068/d390](https://doi.org/10.1068/d390).

Wilson, Shawn. 2008. *Research Is Ceremony Indigenous Research Methods*. Halifax & Winnipeg: Fernwood Publishing.

Wirth, Louis. 2004. « Le phénomène urbain comme mode de vie ». In *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, 255-81. Paris: Flammarion.

Wolfe, Patrick. 1999. *Settler Colonialism and the Transformation of Anthropology: The Politics and Poetics of an Ethnographic Event*. Writing Past Colonialism Series. London ; New York: Cassell.

Yiftachel, Oren. 2009. « Critical Theory and ‘Gray Space’: Mobilization of the Colonized ». *City* 13 (2-3): 246-63. <https://doi.org/10.1080/13604810902982227>.